
Iseli, Andrea, *Gute Policey. Öffentliche Ordnung in der Frühen Neuzeit*

Falk Bretschneider



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/2197>

DOI : 10.4000/ifha.2197

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Falk Bretschneider, « Iseli, Andrea, *Gute Policey. Öffentliche Ordnung in der Frühen Neuzeit* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2010, consulté le 22 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/2197> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.2197>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

Iseli, Andrea, *Gute Policy*. Öffentliche Ordnung in der Frühen Neuzeit

Falk Bretschneider

- 1 Depuis deux décennies, les recherches sur la gute Policy (« bonne police ») à l'époque moderne se multiplient dans l'espace germanophone. Ces mesures destinées à assurer le « bon ordre » de la société sont prises par les autorités en s'appuyant sur deux éléments principaux : une législation souple réglementant presque tous les domaines publics et privés de l'existence, et une expansion des appareils administratifs et judiciaires. Depuis le projet herculéen – entrepris à l'Institut Max-Planck d'histoire du droit européen à Francfort – d'un répertoire des ordonnances et autres textes législatifs publiés aussi bien dans les États territoriaux que dans les villes du Saint-Empire (voir l'article publié par Guillaume Garner in : BullMHFA, 43, 2007, p. 84-89), jusqu'à la multiplication d'une grande variété d'études de cas, l'investigation des normes et des techniques gouvernementales modernes a le vent en poupe outre-Rhin. L'ouvrage d'A.I. se propose de rassembler les résultats de ces recherches dans une synthèse destinée d'abord aux étudiants mais aussi au chercheur en quête d'une première orientation dans ce qui a été la gute Policy. De surcroît, l'auteure (dont la thèse portait sur la « bonne police » en France) adopte une perspective européenne – même si, faute d'une littérature secondaire satisfaisante, le texte porte finalement presque exclusivement sur la France et les pays de langue allemande (avec quelques rares excursions vers le Portugal ou l'Italie).
- 2 Après un bref aperçu de l'état de la recherche, l'auteure s'interroge d'abord sur les théories de la « bonne police » en livrant sur la notion elle-même (qui, à l'époque moderne, est partout synonyme d'une silhouette idéale de la société) une courte explication et les éléments principaux de son évolution historique (de la réception de la Politeia d'Aristote, en passant par les crises du XVI^e siècle, qui débouchent sur une conception moralisante du gouvernement, et par la Staatskunst du XVII^e siècle qui met l'accent sur la consolidation du pouvoir princier, jusqu'aux transformations, au XVIII^e siècle, de la Policy en une science universitaire basée sur un savoir dynamique des fondements économiques et administratifs de l'État). En citant les plus importants des

théoriciens, l'auteure brosse un tableau qui ne perd pas de vue les traits spécifiques de la « bonne police » dans les différentes régions européennes. Ensuite, l'ouvrage présente trois importants domaines de réglementation : la fixation des normes visant à codifier la vie quotidienne (religion, lois somptuaires, assistance aux pauvres, règles d'hygiène et de santé), l'économie (réglementation des marchés, contrôles de qualité, fixation des prix, organisation des réserves de blé, libéralisation du commerce) et l'espace public (propreté des rues, règles de la construction des maisons et des routes, encadrement de la sociabilité dans les tavernes). Ces trois domaines ne sont que des exemples parmi beaucoup d'autres (on pourrait ainsi regretter que les lois matrimoniales et les nombreuses instructions pour une bonne gouvernance de la « maisonnée » ne soient qu'à peine évoquées), mais ils montrent à eux seuls l'immense étendue des matières sur lesquelles les autorités de l'époque moderne exerçaient leur volonté de légiférer.

- 3 Dans les parties suivantes, l'auteure passe d'abord en revue les différents acteurs impliqués (princes, autorités urbaines et villageoises mais également assemblées territoriales ou, en France, parlements qui, en initiant des actes de législation, réagissaient aussi toujours aux besoins exprimés par les sujets), puis les instances exécutives (tribunaux, intendants et nombreuses forces auxiliaires aux noms et tâches variés, *quadrilheiros* au Portugal, *Marktmeister* et *Stadtknechte* dans les villes allemandes ou bien commissaires et gardes de police en France), avant de poser la question de l'impact réel de l'action policière dont les effets pratiques étaient régulièrement limités par un manque criant de ressources, par les faiblesses du pouvoir exécutif mais aussi par des actes de résistance de la part des sujets.
- 4 A.I. complète enfin sa description en s'interrogeant sur la possibilité de remplacer les concepts anciens d'« absolutisme » et de « disciplinarisation sociale » par la notion de *Gute Policy* en tant qu'emblème de l'époque moderne dans son ensemble. En insistant sur la multiplicité des discours et des processus sociaux qui varient selon les échelles d'observation, elle laisse finalement cette question ouverte, mais signale une fois encore la grande capacité explicative et la dynamique d'un schéma interprétatif qui prétend inclure aussi bien les actions normalisatrices des autorités que les processus de communication et d'interaction qu'elles initiaient avec toutes les autres sphères de la société.
- 5 Falk Bretschneider (École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris)